

Quel syndicalisme pour le SNCS-FSU d'ici à 2020 ?

Texte proposé par la commission chargée par le BN de préparer les débats dans les sections et au Congrès :
L. Brossard, D. Peaucelle, C. Chevillard, M. Meireles, G. Collin.

Introduction

Le congrès du SNCS est l'occasion de faire le point sur la vie du syndicat. Globalement, il ressort que le SNCS est toujours aussi nécessaire en tant que force collective au service des personnels et en tant qu'organisation favorable à un service public de la recherche ouvert sur la société et l'international. Mais les difficultés sont également nombreuses. Nous les abordons en mettant l'accent en premier lieu sur l'engagement militant, ses différentes formes, ses réussites et ses manques. Le recrutement plus important de nouveaux syndiqués est d'ailleurs un questionnement central de ce document. En second, la situation financière est évoquée pour dégager des pistes de possibles développements. Finalement, une troisième partie est consacrée aux outils de communication du syndicat. L'outil Web est mis en avant pour ses potentialités à répondre à certaines difficultés.

I - Engagement militant

Depuis toujours, les buts et les fonctions du syndicat sont basés sur la "défense des intérêts matériels et moraux" de tous les chercheurs (et depuis peu des ingénieurs) des EPST (CNRS, INSERM, etc.), intérêts élargis à la défense et la promotion des missions de service public des organismes de recherche (budgets, créations de postes de titulaires, mission d'évaluation des labos, des équipes et des chercheurs). Il faut aussi y rajouter une composante de transformation des rapports sociaux (héritée de la Charte d'Amiens) dont l'absence nous cantonnerait dans un corporatisme étriqué et à courte vue.

Pour renforcer leurs points de vue, les chercheurs qui le désirent s'associent en adhérant au syndicat qui est structuré en comités de liaison (CL) constitués sur la base des disciplines scientifiques et en sections locales regroupant les adhérents sur un même site géographique. Des militants sont élus dans les commissions du CN ainsi que dans les instances des EPST et des Universités (CA, CS, conseils de départements scientifiques). D'autres militants sont désignés ou élus pour défendre des analyses syndicales sur les questions sociétales (CES national et régionaux, CCRDT régionaux), sociales (CORAS, CAES, CRAS et CLAS), de défense des statuts (CTP), d'environnement sanitaire (CHS), de formation permanente, etc. De même, des militants représentent le SNCS dans des structures syndicales nationale et régionales de la FSU (qui s'est investie dans les luttes contre la réforme des

retraites, pour la défense de la Sécurité Sociale pour le retrait du CPE, pour la défense des enfants d'immigrés dans RESF, dans les FSE, etc.), et internationales (IE, CPESR européen, INE, UNESCO). C'est dire combien l'engagement du SNCS est diversifié et doit être multiforme pour pouvoir répondre à tous ces lieux d'investissement.

Ces différents engagements militants sont d'ordre différents. En sections locales, il s'agit principalement d'organiser des réunions et des discussions (ouvertes aux non syndiqués), de prendre contact avec des décideurs locaux ou régionaux pour déposer des revendications ou débloquer certaines situations, de diffuser de l'information par tract ou par mail, de mettre sur pied des actions le plus souvent intersyndicales. En sections locales, à la CA, dans les instances de la FSU etc., s'ajoute un travail de réflexion et d'analyse sur la base des informations obtenues grâce à la participation à différents conseils, y compris les Conseils de Labo (CDL). Les réunions de ces divers conseils donnent (ou devraient donner !) lieu à des compte-rendus qui sont essentiels à l'information des personnels et à la transparence des décisions. Les syndiqués membres de ces instances sont le plus souvent à l'origine de ces compte-rendus et de l'origine de prises de positions sous forme de "motions". Cette activité de terrain est sans doute celle qui est la plus appréciée des personnels et qui est à mettre en valeur.

Ce mode de militantisme s'institua à une époque où la recherche était financée soit par des budgets alloués aux organismes (loi de finances votée par le Parlement) soit par des contrats directement passés entre les équipes ou laboratoires et des entreprises ou des programmes européens. Cela permettait aux organismes de définir leur politique recherche (via notamment les travaux de conjoncture établis par les commissions du CN) et aux personnels des laboratoires de définir collectivement les orientations à promouvoir au niveau scientifique et à définir ensemble les priorités de recrutement et d'achats de matériels. Cela contribuait à créer des liens même si surgissaient au sein des labos des conflits d'intérêt liés à la compétition entre les différents projets à financer. Mais au moins, la confrontation par la discussion pouvait servir à dépasser ces conflits sinon à les résoudre, notamment en réclamant auprès des gouvernants un accroissement des moyens alloués. Ainsi, chercheurs et techniciens pouvaient avoir le sentiment d'appartenir à un même ensemble et de partager des objectifs et des démarches communes qui faisaient lien social.

Aujourd'hui, les données ont changé : le mode de financement éclaté privilégie les projets à court terme et rentabilité immédiate avec l'embauche de plus en plus importante de précaires dont la coexistence avec des personnels permanents de moins en moins nombreux va renforcer jalousies, rancœurs et comportements hiérarchiques de petits chefs". La pression renforcée qui s'exerce sur les personnels engendre des situations de stress générées par des durées de thèse raccourcies, des post-doct. en CDD à répétition et par le "publish or perish" qui pèse fortement sur l'équilibre psychique de certains chercheurs ou d'ingénieurs de recherche (cf. cas de suicide dans certains labos). Au directeur du labo qui défendaient les programmes de recherche de ces équipes se sont substitués des porteurs de projet qui peuvent être responsables d'équipe ou simple chercheur individuel. Cette mise en concurrence des chercheurs et des équipes entre elles entraîne une fragmentation encore plus grande du milieu. Tous ces éléments ont renforcé l'individualisme au détriment de solidarités collectives, sauf dans les grands équipements qui ont un rôle de service et où la collaboration de plusieurs équipes de personnels (ingénieurs, techniciens, etc.) est nécessaire.

Cependant, le syndicat, par ses structures locales et nationales, peut être un refuge face à cette fragmentation. Les syndiqués doivent s'impliquer aussi personnellement i) pour dénoncer l'imposture scientifique et l'inefficacité sur le long terme des projets gouvernementaux, ii) pour que la Recherche soit au service de tous et que les lois qui la régissent tiennent compte des avis du milieu et iii) pour que la composition des instances d'évaluation soit une émanation majoritairement élue du milieu. De plus, de nombreux chercheurs et ingénieurs révoltés par les guerres de pouvoir et les comportements carriéristes sont attentifs au discours alternatif du syndicat. Pour le faire attirer, les intéresser, le SNCS se doit de porter fortement son discours en faveur d'une réflexion collective, tout en n'étant pas perçu comme un frein à la réussite individuelle pour ceux qui s'engageraient à participer activement à ses actions. Alors que le milieu de la recherche pousse à une intensification du travail (au détriment d'une réflexion approfondie), l'implication syndicale doit, par la force du collectif et dans un esprit d'entraide, être efficace sans être trop consommatrice en temps. Les pistes à explorer pour aller dans ce sens sont : une plus grande répartition des rôles (moins de cumul et des mandats courts, mais plus d'accompagnement des nouveaux militants); une meilleure transmission des informations (rapidité de diffusion, simplicité de recherche); un soutien aux initiatives locales. L'outil Web est essentiel pour cela.

Ces orientations sont à mettre en rapport avec les nouvelles formes d'investissement sociétales momentanées, plus fugitives et moins "organisationnelles" (en termes d'appareil syndical) qui sont apparues soit avec SLR grâce à Internet, soit avec des structures sociétales (bistrot des sciences). Après les manifestations importantes du milieu de la recherche initiées par SLR et auxquelles nombre de militants syndicaux ont pris une part active jusqu'aux Etats Généraux de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur à Grenoble en 2004, force est de reconnaître l'échec de nos mobilisations avec le vote par le Parlement de la loi d'inspiration libérale « Pacte pour la Recherche ». D'autre part, quel que soit le résultat de prochaines élections présidentielles de 2007, l'avenir de nos démarches syndicales et de notre syndicat lui-même ne sera sans doute pas "rose" : après la création de l'agence d'évaluation AERES, la survie de la représentation démocratiquement élue des personnes

ans les commissions du CN risque en effet d'être osée. Or, il faut bien reconnaître que les élections sur estes syndicales constituent encore un des volets de otre recrutement syndical d'élus - dont seule une inorité est carriériste - qui relayent nos analyses dans milieu.

oncernant les bistrots de la Science, y sont abordés les ours et les questions que les citoyens s'estiment en oit de poser aux scientifiques quant aux applications hnologiques de certaines recherches (nucléaire, PGM 1 plein champ, nanotechnologies, clonage, cellules uches, etc.). Face aux campagnes idéologiques enées contre la Science, accusée d'être responsable es nuisances de certaines applications technologiques ii sont faites par d'autres de nos découvertes, il evient important que le syndicat défende la nécessaire ise de risque inhérente à la Recherche, la non moins écessaire application du principe de précaution devant lever de l'interaction entre les décideurs politiques, les oyens (dont les scientifiques) et les industriels.

otre syndicat qui ne se refuse pas de prendre position ir des sujets de société (comme la controversée osition contre le projet de traité de constitution ropéenne) reçoit un accueil favorable quand il prend osition sur des sujets qui concernent les innovations, s changements sociaux, les risques environnementaux, 1 fait que son analyse s'appuie à la fois sur des sultats de recherche, une pluralité de points de vue et

un engagement citoyen. Ce champ de discussion devra avoir une place plus importante dans la vie syndicale e y consacrant une part des débats de la CA et en lu donnant une visibilité plus grande dans les outils de communication (place déjà accordée dans la VRS pa des sujets thématiques). Un signal en ce sens serait l changement de nom du syndicat en 'Syndicat National de la Recherche Scientifique' (SNRS), ce d'autant qu nous ne syndiquons plus que des chercheurs, mais aus des ingénieurs. Le changement de nom de SNCS SNRS (ou autre appellation) serait l'occasion d'une action de communication d'ampleur pour relancer la syndicalisation.

En accompagnement de ce changement d'appellation, serait pertinent de s'interroger sur le fonctionnement d syndicat en tranchant des questions maintes fois remise en jeu lors des CA et que peu de syndiqué comprennent : la structuration en tendances et la participation aux structures. Si l'on veut recentrer le syndicat sur les débats issus du terrain, ne serait-il pas préférable de donner plus de poids aux sections locale et disciplinaires ? Si l'on ne veut pas donner l'image de mandarins utilisant le syndicat pour participer au instances des organismes dans leur intérêt propre, ne doit-on pas clairement afficher les raisons de notre participation (transparence des décisions, remontée de réalités vécues par le personnel...) et faire qu'elle soit bénéfique à tous (pluralité des participants, compte rendus...) ?

II - Moyens financiers

Avant 2002, le "matelas financier" du SNCS tournait autour de 150 000 euros. Avec le lancement des première formules de la VRS et l'augmentation croissante des cotisations FSU depuis notre premier versement en 1998 (réévaluées en 2005), il est tombé à 87 000 euros depuis 2004. Nous aurons à faire face à un budget plus important pour la tenue du congrès en mars 2007 à Montpellier. En raison de sa masse d'adhérents beaucoup plus conséquente, la FSU peut se permettre de fonctionner avec un "matelas financier" équivalent à 2 mois de fonctionnement. Ce ne peut être le cas pour un petit syndicat comme le nôtre, aussi faut-il tout faire pour que notre "matelas" ne diminue pas plus. Or (cf. le rapport financier soumis au congrès pour plus de détails), la balance entre nos entrées et nos dépenses de fonctionnement s'établit à une perte de 10 à 15 000 euros chaque année, prélevée sur notre matelas. Dans les 4 à 5 ans qui viennent, il nous faut donc absolument redresser la barre pour survivre car en termes financiers, le flux d'adhésion des jeunes CR ne compense pas celui des départs en retraite : vu le niveau des rémunérations (et donc le taux des cotisations) c'est deux adhésions de CR qui sont nécessaires pour compenser le départ en retraite d'un DR.

On ne peut guère rogner sur nos dépenses de fonctionnement (salaires des personnels, édition de la VRS) sans une plus stricte réglementation des frais de mission (certains préférant prendre l'avion plutôt que le TGV 2^e classe). Concernant la VRS, l'édition et le routage sont actuellement équilibrés (30 000 euros de pub en 2005 + le

numéros qui nous sont achetés par le SNESup) : en revenir à une édition moins "luxueuse" (mais donc moins lu car plus rébarbative) ne nous ferait gagner que 500 euros/numéro !

Reste donc à augmenter nos entrées en explorant les quelques pistes suivantes qui ne s'excluent pas mais qui sont classées selon leur importance croissante. Elles sont soumises à vos réflexions :

Attribuer les décharges syndicales que le SNCS n'utilise pas à des emplois administratifs payés par le CNRS pour remplir certaines tâches de secrétariat.

Fusion avec le SNESup qui est plus riche que le SNCS car les enseignants-chercheurs étant plus nombreux, ils sont donc plus nombreux à être syndiqués. Ne faudrait-il pas lancer une consultation auprès de tous les syndiqués (car seule une minorité d'entre eux risque de participer activement au congrès) pour savoir leur état d'esprit concernant un rapprochement d'avec un syndicat dont nous nous sommes jadis séparés pour des raisons de fond toujours pertinentes (le peu d'investissement que trop d'enseignants accordent à la Recherche) ? Cette question est sans doute d'actualité car nombre de chercheurs font aussi de l'enseignement (quel en est le % et pour quelles raisons autres que de pouvoir passer PR2 en raison du blocage CR-DR ?).

Le site Web : à condition de rester maîtres de leur contenu, pourquoi ne pas "offrir" des bandeaux publicitaires (10 000 Euros/bandeau !) ?

Les cotisations. Elles sont beaucoup plus faibles qu'au SNTRS-CGT. Il est proposé de les réévaluer avec la condition de n'augmenter que de 5 à 10 % celles des jeunes entrants (pour qui les coûts de la vie et des logements dans les grandes villes sont un réel problème) et de 15 à 20 % celles des "gros" revenus (CR et DR en fin de carrière, dont certains ne déclarent pas forcément au syndicat les compléments de salaire qu'ils perçoivent pour les enseignements ou les "consulting" dispensés, etc.).

Lancer une souscription exceptionnelle auprès des syndiqués avec un objectif ciblé (cotisations versées à l'FSU ?) : les CR2 en étant exemptés, elle pourrait facilement rapporter 15 000 euros si 50 CR1 donnent 50 euros, 100 DR2 donnent 75 euros et 50 DR1 donnent 100 euros (dont une partie est déductible des impôts), sans oublier les IR et certains retraités dévoués à la cause ? Ne pourrait-on pas s'adresser aussi à d'anciens syndiqués actuellement en retraite ?

Syndiquer beaucoup plus de jeunes que maintenant : c'est la piste la plus importante et des orientations pour aller vers cet objectif ont été abordées dans le premier chapitre. Le déploiement de l'outil Web que nous développons actuellement après est important pour cela, notamment pour faire du syndicat un lieu de vie où les syndiqués de base (et même les non syndiqués) pourraient s'exprimer et dialoguer.

III - Moyens de communication

À l'échelle nationale, les outils de communication du syndicat sont relativement nombreux et cohérents. Le SNCS-HEBDO (malheureusement pas assez hebdomadaire) propose des analyses du Bulletin sur des questions du moment. Le Bulletin d'Information (BI) relaye des actions locales et propose des points de vue de syndiqués. La Vie de la Recherche Scientifique (VRS) sert de vitrine (notamment vers l'extérieur du milieu ou de la discipline scientifique) grâce à des analyses plus poussées et contradictoires de personnalités sur de grands thèmes. Les communiqués de presse réagissent à chaud aux informations diffusées par les médias. La VRS mise à part, tous ces outils de communication sont électroniques, principalement pour des questions de coût (impression, acheminement).

À l'échelle locale, les moyens de communication sont plus réduits. Ils reposent essentiellement sur des listes de diffusion par mail (qu'il est parfois difficile de tenir jour), des campagnes d'affichage et de tracts (qui demandent l'appel aux militants et le soutien des établissements pour ce qui est des coûts d'impression) et des contacts humains. Les difficultés apparaissent souvent dans l'interface entre le local et le national ainsi que dans le maintien d'une activité forte au niveau local. Des améliorations sont à apporter sur ces deux points et le déploiement du site Web devrait y contribuer.

Les objectifs à tenir sont que l'outil Web permette une meilleure visibilité des actions et prises de position locales (possibilité de gérer des mini-site et de poster des documents, réactions, contributions sur le site national); un accès simple à une grande

masse d'informations sur les thèmes analysés par le syndicat; la possibilité de répartir l'activité syndicale à un grand nombre d'intervenants qui se coordonnent par la transmission d'informations. C'est en mettant mieux en avant les actions de terrain que l'outil Web peut inciter de nouvelles personnes à rejoindre le syndicat par envie de contribuer, parfois modestement, aux activités collectives. Voici quelques propositions techniques en ce sens, dont certaines, nous n'en doutons pas, sont en cours de mise en place mais demandent du temps.

- Mise en place des mini-sites pour les sections locales, comités de liaison etc. avec la possibilité de gérer des listes d'adresses mail, de mettre en ligne des documents, d'annoncer des actions, de créer des renvois vers ces documents... Ces mini-sites sont en cours de déploiement.

- Création de forums de discussion et possibilité de soumettre des informations recueillies sur le terrain : sur les thèmes abordés par un SNCS-Hebdo, il devrait être possible d'ajouter des réactions voire de poster des compte-rendus de réunions ayant porté sur cette question. Ainsi, sur des sujets comme les PRES, les RTRA ou sur les PGM, les cellules souches etc., le visiteur du site pourrait se faire une idée des positions du syndicat, des débats internes et obtenir des informations sur les faits relevés sur le terrain. Cela donnerait une visibilité à l'activité des syndiqués et aiderait un grand nombre de personnes à se positionner.

- Mise en place de codes d'accès "syndiqués" : Certaines informations pouvant être plus

confidentielles, il devrait être possible que les données ne soient accessibles qu'à des syndiqués. Dans une telle configuration, un intitulé de document serait visible, mais la lecture du document lui-même exigerait un code d'accès. Une telle structure aurait de plus l'avantage de "mettre l'eau à la bouche" des non-syndiqués, montrant par là même un intérêt à nous rejoindre.

- Dans la rubrique concernant la VRS, à l'annonce d'une VRS sur un thème particulier, il pourrait avoir un appel à contributions (pas forcément publiées dans la VRS mais sur le site Web en tant que document d'accompagnement). Ces contributions pourraient avoir des formats distincts de celui d'un article classique. Ce pourrait être des renvois à des ouvrages traitant de la question, de liens vers des sites Internet...

- Moteur de recherche : Il serait bon d'améliorer le moteur de recherche actuellement sur le site pour que au delà d'afficher des liens vers des documents qui contiennent le/les mots recherchés, il affiche les phrases dans lesquelles ces termes sont trouvés. Cela permet de guider le choix lors d'une recherche sans avoir à visiter tous les liens.

- Faire une rubrique correspondant aux projets du syndicat pour lesquels il manque de personnes. Cela pourrait inciter des candidats et mettre en avant les besoins. Ainsi on pourrait retrouver des demandes d'aide pour la maintenance du site Web, pour la création de supports visuels type affiches et tracts ou encore l'annonce que des personnes sont recherchées pour participer à telle ou telle commission type CHS, Restauration...

IV – Propositions de questions à trancher

Quelles doit être la stratégie du SNCS ? Doit-on prêcher - fut-ce dans un désert de personnels autistes - la "rupture avec le gouvernement et les structures participatives (commissions du CN, CS et CA des Universités, de l'INSERM et du CNRS) ou doit on continuer d'y affirmer des discours syndicaux, mais élaborés démocratiquement et recevoir l'adhésion de la grande masse des personnels ? Même si on doit se réserver le droit de démissionner de telle ou telle structure si la conjoncture le nécessite, n'est-il pas temps de trancher définitivement cette question pour éviter qu'à chaque CA, donc tous les 2 mois, on n'ait à subir toujours les mêmes incantations ? Dans le même registre, le SNCS doit-il se cantonner à une position strictement revendicative de défense des acquis ou peut-il aussi proposer des réformes souhaitées par les personnels, tout en sachant que ces réformes peuvent courir le risque, non d'être satisfaites, mais d'être "récupérées" par le pouvoir (cf. l'exemple des PRES) ?

Quelle doit être l'image du SNCS ?

Pourquoi des chercheurs et ingénieurs (non syndiqués mais de "gauche" ou adhérents au SNCS mais non militants) ont préféré s'investir dans SLR plutôt qu'au SNCS ? Par delà la peur d'être "encarté" et le désir de s'investir

"autrement et à moindres frais", est-ce que cela ne traduit pas un besoin de transversalité (sortir de son labo) entre chercheurs et enseignants et vers la société civile ?

En raison du vieillissement des militants, le SNCS apparaît aux yeux de nombreux collègues comme un syndicat de cadres exerçant des responsabilités institutionnelles (directeurs de labos, etc.), un syndicat exerçant des actions de lobbying dans les ministères (avec le succès que l'on sait !), un syndicat d'apprentis mandarins qui "tirent le ficelles" s'ils sont élus dans des commissions (CN, etc.). Comment modifier cette image ?

Quelle visibilité donner au SNCS ?

Pour que quiconque tapant "Recherche Scientifique" sur le Web puisse être rapidement orienté vers notre site Web pourquoi ne pas changer notre appellation en "Syndicat National de la Recherche Scientifique" (SNRS), ce d'autant que nous ne syndiquons plus que des chercheurs, mais aussi des ingénieurs ? Certains nous demandent aussi pourquoi nous ne syndiquons pas les techniciens ?

Ne devrait-on pas s'adresser systématiquement (lettre, power point) aux nouveaux entrants ?

Pour créer l'événement et attirer l'attention, notamment des médias, sur nos problématiques ne peut-on pas imaginer des actions plus symboliques, plus théâtrales : "sacrifice" virtuel d'un CNRS momifié sur l'autel de la bourse là où les cotations ont lieu ? Bourse aux enchères de post-doc en CDD enchaînés à des projets de recherche à court terme ? Hôtels à Projets sans murs rebaptisés Hôtels de Passe où les vendeurs de talents passeraient pour y vendre leurs charmantes compétences auprès d'experts maquereaux distributeurs de prébendes ?

Ne pourrait-on pas envisager avec d'autres syndicats européens revendicatifs (italiens, anglais et espagnols) de parrainer avec ARTE une émission mensuelle sur la traite des chercheurs européens "enchâchés" (à défaut d'ARTE sur des radios ou des télé associatives comme la Télé Libre Nationale ZALEA TV) ?

Quelle autonomie du SNCS-FSU ? Pourquoi le SNCS n'apparaît pas plus souvent à la grande masse des personnes comme un syndicat original, dynamique, imaginatif et humoristique (à l'image du récent "Ne vous PRESsez pas" de J. Fossey) et ayant son autonomie par rapport à une intersyndicale dont l'existence est nécessaire mais dont le fonctionnement favorise l'émiettement syndical ? Face au foisonnement de nouvelles structures (SLR, SUI Recherche), le SNCS doit-il rester indépendant au sein de la FSU ou fusionner avec d'autre(s) syndicat(s) et dans quel cas sur quelles bases ? Sans aller jusqu'à la fusion, ne faut-il pas envisager un regroupement avec d'autres syndicats notamment de la FSU, afin d'aller vers un "syndicalisme rassemblé" ?

Quelles revendications le SNCS doit-il porter ? Bien sûr, celles qui seront définies par le congrès et les CA, mais ne doit-on pas mettre l'accent sur toutes les questions :

scientifiques : avenir des disciplines, des EPST, du CN et de ses missions d'évaluation et de prospective, etc.

corporatives : défense du statut, précarité, déroulement de carrières, grille des salaires, intégration des primes, etc.

sociales : coût des logements surtout pour les jeunes embauchés, retraites, sécurité sociale, CAES, etc.

sociétales : quels rapports entre Recherche et Enseignement ? Pourquoi ne pas dédier plus d'articles dans la VRS des tribunes libres où pourraient dialoguer des scientifiques et des citoyens inquiets des applications technologiques ?

Si chacune de ces questions est importante en soi, la perception pour soi qu'en ont les chercheurs et ingénieurs est en plupart du temps défaitiste surtout après le vote du "Pacte pour la Recherche" par un Parlement non représentatif et l'avis des citoyens : les revendications pour justes qu'elles soient ne seront pas satisfaites et seul le recours à des solutions individuelles doit prévaloir. Comment modifier cet état des esprits ?

Comment élaborer ces revendications ?

Faut-il continuer à élire une CA de 40 titulaires (24 représentant des tendances, 8 les secteurs scientifiques et 8 les régions) ? Et faut-il continuer à travailler avec une CA essentiellement élue sur la base de tendances qui ne représentent plus que l'ombre d'elles mêmes ou n'est-il pas temps qu'elle soit élue sur une base assurant une meilleure représentation aux sections locales et aux comités de liaison ? C'est seulement ainsi que l'on pourra leur redonner vie car ils (et elles) auront le sentiment de servir à quelque chose en faisant connaître aux instances nationales les préoccupations réelles de la base.

Comment redonner vie aux structures que sont les sections locales et les comités de liaison ? En leur redonnant toute l'importance qu'elles auraient du toujours conserver : c'est par les liens sociaux, solidaires et parfois amicaux que les militants nouent à la base, que naissent les futurs adhérents qui ensuite prendront goût à militer pour transformer les rapports sociaux : "tracter" lorsqu'il le faut permet d'engager le dialogue. Les informations circulaires sur Internet doivent se limiter à une page maximum pour être rapidement lues. Les analyses plus longues (avec document attaché) doivent être envoyées sur papier au domicile des syndiqués pour qu'ils puissent prendre le temps de les lire chez eux car ils n'en ont plus le temps sur le lieu de travail. Pourquoi ne pas revenir aux affiches qu'on peut apposer sur les panneaux syndicaux dramatiquement déserts de toute nouvelle analyse ?

Liste de quelques sigles qui pourraient être méconnus des plus jeunes :

EPST : Etablissement Public Scientifique et Technologique
CN : Comité National de la Recherche Scientifique
CS et CA : Conseil Scientifique et Conseil d'Administration
CES : Conseil Economique et Social
CCRDT : Conseil Consultatif pour la Recherche et le Développement Technologique
CORAS : Commission régionale d'Action Sociale
CAES : Comité d'Action et d'Entraide Sociale
CRAS (CLAS) : Comités Régional (Local) d'Action Sociale du CAES
CTP : Comité Technique Paritaire
CRHS : Comité régional d'Hygiène et Sécurité
FSU : Fédération Syndicale Unitaire

CPE : Contrat Première Embauche
RESF : Réseau Education Sans Frontières
FSE : Forums Sociaux Européens
IE : Internationale de l'Education
CPESR : Comité Permanent de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
INES : International Network of Engineers and Scientists for global responsibility
CdL : Conseil de Laboratoire
SLR : Sauvons La Recherche
AERES : Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur
PRES : Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur
RTRA : Réseau Thématique de Recherches Avancées